

## SITUATION EN LIBYE

## Les terroristes grands gagnants ?

**Yves Bonnet et Eric Denécé, deux spécialistes français du renseignement, ont analysé, hier, la situation politique et sécuritaire au Maghreb et au Sahel suite à l'intervention de la France et de l'Otan en Libye. Une action — contestée sur le plan du droit et des «valeurs fondamentales» — qui, à terme, profitera aux groupes terroristes.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)**  
Le constat du préfet Yves Bonnet est sans appel : la France a bafoué toutes ses valeurs fondamentales en se faisant le fer de lance de l'intervention étrangère en Libye. «On m'a récemment demandé ce que la France avait à gagner et à perdre dans son aventure en Libye. A mon avis, elle a gagné des marchés, des débouchés économiques. Mais cela n'est pas durable. Par contre, ce qu'elle a perdu est du domaine de l'intangible, de l'immatériel. C'est la grandeur de notre message, c'est la valeur éternelle de nos grands principes révolutionnaires. Je considère que rien ne justifie l'oubli de nos principes», a affirmé, hier, le préfet Yves Bonnet, lors d'une conférence animée dans le cadre d'une rencontre-débat sur la «menace terroriste à la lumière de la situation en Libye».

L'ancien patron de la Direction de la surveillance du territoire, l'ex-

service français de contre-espionnage, qui s'est rendu en Libye ces derniers mois, s'interroge, encore, sur les raisons qui ont mené Paris à engager une action contre un dictateur qui avait réussi à se réconcilier avec les Etats occidentaux.

«On a demandé au colonel Kadhafi de lutter contre Al Qaïda, il l'a fait. On lui a demandé de lutter contre l'immigration clandestine sub-saharienne, il l'a fait. On lui a également demandé de barrer la route à l'islamisme radical, il l'a fait aussi. Comme l'ont fait d'ailleurs, Ben Ali et Moubarak. Il ne faut tout de même pas être amnésique. Je ne sais pas ce qu'a fait Kadhafi pour mériter autant d'attention, mais aujourd'hui, on se souvient de l'image de deux amis (Sarkozy et Kadhafi), qui s'enlaçaient. Finalement, l'un a planté son poignard dans le dos de l'autre. On le voit, les enjeux sont énormes en termes de biens matériels et de



Le préfet Yves Bonnet.

marchés et j'oserais dire en termes de partage d'une dépouille», a-t-il indiqué. Pour Yves Bonnet, l'argument de l'ingérence humanitaire est, dans ce cas précis, fallacieux. «Voyez ce qui se passe en Corée du Nord, pourtant nul n'a l'idée d'aller intervenir militairement dans ce pays», ironisera Bonnet qui dirige aujourd'hui le CIRET/AVT, un

centre de recherche sur le terrorisme.

## Alliance «Occidentaux-djihadistes»

De son côté, Eric Denécé, directeur du Centre français de recherche sur le renseignement, estime que la situation en Libye «constitue un facteur de propaga-

tion énorme du terrorisme dans ce pays, au Maghreb, dans la région sahélo-sahélienne et, probablement, même dans le Bassin méditerranéen».

«Aujourd'hui, nous sommes, occidentaux, dans une alliance contre-nature avec des djihadistes qui prônent des valeurs totalement contraires aux nôtres. Nous avons créé une situation extrêmement grave. Tous les groupes terroristes qui ont commencé à baisser la tête sous les coups de boutoir des Occidentaux mais aussi de pays comme l'Algérie sont en train de redresser la tête et de profiter de l'afflux massif d'armes en provenance de Libye», a insisté Eric Denécé. «Je n'ai aucun état d'âme à propos du sort de Kadhafi. Mais dans le contexte actuel, nous devons reconnaître que le remède sera pire que le mal.»

Selon son analyse de la situation, les membres «pro-américains» et «démocrates» du Conseil national de transition (CNT) seront les premiers à être «avalés» par les membres des factions islamistes de cette instance.

T. H.

## CANDIDATURE À L'APN

## Fawzi Rebaïne conteste l'exclusion des hommes d'affaires

**L'exclusion des hommes d'affaires, des barons du commerce et des bailleurs de fonds de la candidature à l'APN dans le projet de loi organique portant régime électoral ne semble pas être du goût du président de AHD 54, Fawzi Rebaïne.**

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir)** -S'exprimant hier à l'issue d'une conférence de presse, Fawzi Rebaïne a rejeté dans la forme et dans le fond le projet de loi organique relative au régime électoral, examiné et approuvé le 28 août dernier par le Conseil des ministres.

Mais la partie du texte de loi en question que le président de AHD 54 déplore le plus est celle relative à l'exclusion des hommes d'affaires, des barons du commerce et des bailleurs de fonds de la candidature à l'APN.

Il s'agit, pour lui, d'une grave atteinte aux libertés individuelles. Fawzi Rebaïne considère qu'à travers cette mesure, le président de la République Abdelaziz Bouteflika et ses ministres ont piétiné la Constitution en toute impunité. «Au nom de quoi ils interdisent à un citoyen algérien qu'il soit riche ou pauvre de présenter sa candidature. Je ne cherche point à défendre les bailleurs de fonds, d'autant plus que notre parti n'a aucun rapport ni de loin ni de près avec eux.

Aussi, faut-il signaler que nous ne recevons aucune subvention qu'elle soit directe ou indirecte de leur part, contrairement à certains partis politiques que vous connaissez tous et qui sont le noyau du pouvoir», a-t-il souligné.

Toujours dans le cadre du régime électoral, Fawzi Rebaïne, qui a clairement affiché ses doutes

quant à la bonne volonté des pouvoirs publics d'instaurer la transparence, a exigé de rendre publiques les prérogatives des deux commissions de surveillance, celle des magistrats et celle indépendante ainsi que le rapport qui les assemble.

Il s'est également interrogé sur le début et la fin du mandat du président de la République à l'approche de l'échéance présidentielle : «En 2009, j'ai eu à concurrencer un président en poste et avec les pleins pouvoirs, alors que

nous étions tous censés être égaux pour la course au trône.»

Cela dit, l'ex-candidat malheureux à la présidentielle d'avril 2009 n'a pas manqué l'occasion, comme de coutume, de relancer les accusations portées contre Abdelaziz Bouteflika, faisant état de «puisement dans les caisses publiques pour le financement de sa campagne et la mobilisation de tous, walis, chefs de daïra, P/APC et entreprises publiques, à son service».

Concernant la prochaine tripartite, Fawzi Rebaïne s'attend à un véritable «coup de théâtre» avec une UGTA et un patronat comme acteurs principaux, au service du gouvernement.

M. M.



Fawzi Rebaïne.

## CONFÉRENCE DE PRESSE DE FATEH REBAI

## Ennahda mobilise ses troupes pour l'échéance de 2012

**Le secrétaire général d'Ennahda, Fateh Rebai, a assuré hier que son parti compte mobiliser ses troupes pour se préparer en prévision des prochaines échéances électorales. Il s'est adressé hier aux jeunes cadres de son parti en formation de deux jours et a assuré que les partis de l'opposition doivent être consultés et écoutés concernant la finalisation de la loi électorale.**

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Abordant les questions relatives à la préparation de l'échéance électorale de 2012, le secrétaire général d'Ennahda a déclaré que «la commission nationale de surveillance des élections ne représente qu'un outil au service de l'adminis-

tration et qui cautionne les dépassements». Il a ainsi souhaité que l'administration ne soit pas associée aux élections étant «à l'origine de la fraude». Pour Fateh Rebai, la commission de surveillance des élections avait déjà relevé des dépassements lors des élections de 2007, «mais ces rapports n'ont pas été pris en considération. Pour être transparentes, les élections doivent être supervisées, du début jusqu'à la fin de l'opération, par les magistrats et non par l'administration», a précisé le secrétaire général d'Ennahda. «Les partis doivent s'investir au sein des commissions communales et de wilaya pour assurer la surveillance des élections», a souligné l'intervenant. Pour ce dernier la réforme de la Constitution doit, par ailleurs, précéder les lois organiques. Il exprimera ses

craintes concernant la soumission de la prochaine Constitution à ces lois. Pour le parti Ennahda, des élections doivent en outre être organisées avant les réformes politiques. Le secrétaire général d'Ennahda s'adressait hier aux cadres de la direction centrale du parti qui terminaient une série de deux cycles de formation. Les bénéficiaires de cette formation sont essentiellement des femmes et des jeunes, a souligné Fateh Rebai. Cette série de formations entre aussi dans le cadre du processus de formation en prévision des élections de 2012 et de 2017. A cet effet, il dira que les cadres doivent être formés pour la gestion au niveau des collectivités locales. Gestion qu'il jugera «médiocre» au niveau des APC actuelles.

F.-Z. B.